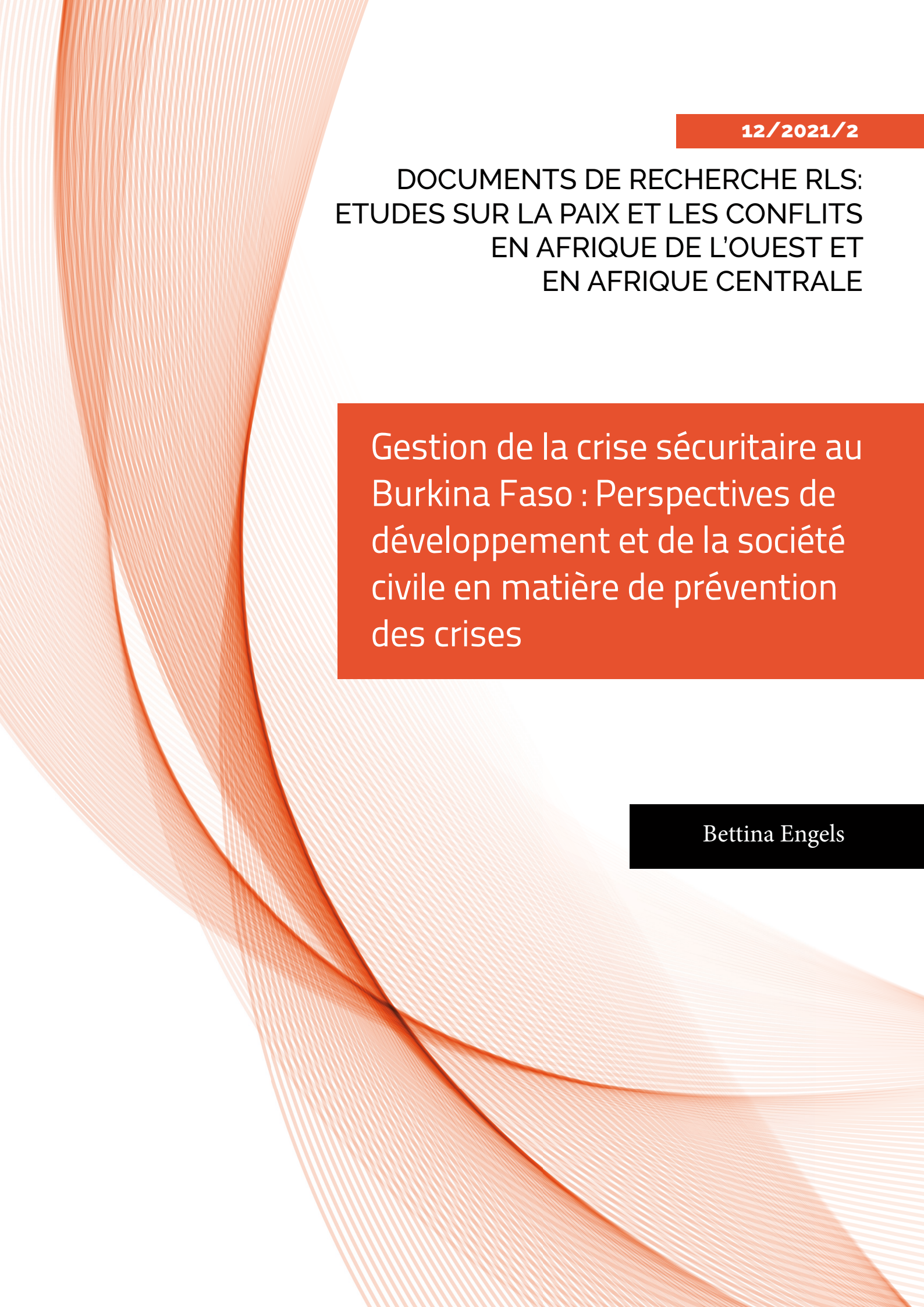




12/2021/2

DOCUMENTS DE RECHERCHE RLS:
ETUDES SUR LA PAIX ET LES CONFLITS
EN AFRIQUE DE L'OUEST ET
EN AFRIQUE CENTRALE

Gestion de la crise sécuritaire au
Burkina Faso : Perspectives de
développement et de la société
civile en matière de prévention
des crises

Bettina Engels

Sommaire

Sommaire	iii
A propos de l'auteur	v
Remerciements.....	vii
Introduction.....	1
Conflit, violence, paix et sécurité : notes conceptuelles.....	5
Conflits et crise sécuritaire au Burkina Faso	8
Ethnicisation des conflits.....	10
Groupes d'autodéfense (Koglweogo, Dozo et Volontaires pour la Défense de la Patrie)	11
Le G5 Sahel et l'Opération Barkhane.....	13
La coopération au développement et le rapport sécurité/développement.	15
La crise, le développement et l'intervention militaire : perceptions des acteurs du développement et de la société civile.....	16
Coopération au développement, aide humanitaire, projets de cohésion et de dialogue social	17
Impact de la crise sur les organisations de la société civile.....	21
Le soutien attendu des partenaires des réseaux internationalistes.....	23
L'aspect économique- politique de la crise et la critique portée contre les interventions extérieures.....	24
Conclusion.....	27
Références.....	29

A propos de l'auteur

Bettina Engels enseigne les sciences politiques au département des sciences politiques et sociales de la Freie Universität de Berlin, en Allemagne. Ses cours portent sur les conflits et les études africaines. Elle est l'éditrice de la *Revue d'économie politique africaine*, de la *Revue canadienne d'études du développement* et la rédactrice du *Manuel d'études agraires critiques* (Edward Elgar, 2021). Ses recherches et son enseignement s'orientent également vers l'économie politique internationale en Afrique, le changement agraire, la transformation sociale, la politique contestataire et les mouvements sociaux. Par ailleurs, elle a publié des articles dans la *Revue d'économie politique africaine*, la *Revue canadienne d'études du développement*, la *Revue internationale d'histoire sociale* *Geoforum*, *Géographie Politique*, etc.

Remerciements

Je suis très reconnaissante à toutes les personnes qui, au Burkina Faso, ont partagé avec moi leurs connaissances, leurs opinions et, parfois, leurs expériences traumatisantes sur la récente crise sécuritaire.

J'apprécie énormément la confiance qu'ils ont placée en moi tout comme la patience dont ils ont fait montre. Franza Drechsel, Didier Kiendrebeogo, Claus-Dieter König, Marie N'guettia, Ndongo Sylla et les participants d'un atelier à Ouagadougou les 20-21 septembre 2021 avaient déjà fait un compte rendu complet : Je les en remercie vivement. Ce rapport reflète mon point de vue personnel et j'en assume, bien entendu, toutes les erreurs.

Introduction

Le Burkina Faso ne figure guère dans l'agenda des acteurs de la vie politique, de la société civile et des militaires allemands, en tant que pays traversant une grave crise sécuritaire émaillée de conflits et de violence. Pourtant, le pays a connu la montée de menaces sécuritaires venant de divers groupes armés ces deux dernières années et ayant un réel impact sur les droits sociaux, culturels et économiques, les libertés civiles et la participation politique.

Depuis 2017, c'est plus de 120 attaques contre des écoles qui ont été signalées, dont la moitié pour la seule année 2019. Près de 2 500 écoles ont été fermées en raison de la situation sécuritaire, avec des conséquences catastrophiques sur l'accès à l'éducation. Pis encore, plus d'un million de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays. Des milliers d'entre elles cherchent refuge au Mali voisin, un autre pays en crise. La plupart des attaques ont visé les institutions de l'Etat burkinabé, et plus particulièrement les autorités académiques et religieuses. Plus de 2 200 personnes ont perdu la vie entre 2019 et 2020 à la suite des troubles sociaux liés aux conflits, y compris des civils et des membres des forces nationales de sécurité et des groupes armés non étatiques - une hausse terrifiante par rapport à 2018, soit environ 300. Les décès signalés restent au même niveau qu'en 2021 (données ACLED, 2021).¹

La plupart de ces tristes événements se sont produits dans la région du nord du Sahel, mais les attaques se sont progressivement étendues à plusieurs autres régions, notamment à l'est du pays. En outre, les attaques

¹ <https://acleddata.com>, last accessed: 7 October 2021.

criminelles dans la capitale Ouagadougou ont augmenté, surtout en 2020, et les violations des droits de l'homme par des groupes armés étatiques et non étatiques, y compris des groupes d'autodéfense et des milices civiles parrainées par l'État, sont alarmantes.

L'opération militaire transnationale « anti-terroriste », la Force militaire conjointe du G5 Sahel, déclenchée récemment, n'a pas encore réussi à améliorer la situation sécuritaire, pas plus que l'intervention militaire française « Opération Barkhane » qui a, bien au contraire, davantage amplifié le sentiment de rejet anti-français dans la région. De nombreux observateurs ont noté que les interventions militaires ont plus posé problème que stabilisé la situation sécuritaire au Burkina Faso (par exemple, Lacher 2021).

Pourtant, la croissance économique du Burkina Faso s'est consolidée au cours des dernières années, et certains indicateurs de développement humain se sont légèrement améliorés. Plus important encore, le pays se caractérise par une société civile dynamique, une jeune génération très motivée et une cohésion culturelle et sociale encore relativement forte, ainsi qu'un élan de solidarité et d'« unité nationale ». Après que le président Blaise Compaoré qui a régné pendant plusieurs années et son régime semi-autoritaire ont été renversés avec succès par une insurrection populaire les 30 et 31 octobre 2014, les aspirations à un changement politique et social radical n'ont toujours pas pu se matérialiser. Par exemple, en ce qui concerne la pauvreté, l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'eau et à l'assainissement, le Burkina Faso est classé au bas de l'Indice de Développement Humain (182 sur 189 en 2020²).

² <http://hdr.undp.org/en/content/latest-human-development-index-ranking> , last accessed: 20 September 2021.

En outre, selon le Réseau national de lutte anti-corruption (REN -LAC³), la majorité de la population considère que l'espace politique et l'administration au Burkina Faso sont foncièrement corrompus. Dans son étude réalisée en 2019, le REN-LAC rapporte que 30,3 % des personnes interrogées déclarent avoir été victimes ou témoins de corruption. Le phénomène est signalé, le plus souvent, au niveau de la police municipale, des douanes et de la police nationale (REN-LAC 2019). En raison du manque d'infrastructures physiques et institutionnelles du Burkina Faso, l'économie est caractérisée par une faible diversification, une dépendance particulièrement élevée aux importations de nourriture et de carburant, et à l'exportation de ressources (notamment l'or et le coton), ce qui fait qu'elle est exposée à la fluctuation des prix du marché mondial.

Cela étant, le Burkina Faso est largement considéré comme un « pays en développement », et la cible d'une coopération bi- et multilatérale en développement, le Ministère allemand du Développement économique et de la Coopération ayant investi plus de 100 millions d'euros depuis 2017. Une série d'ONG humanitaires allemandes et internationales, d'organisations de la société civile et de fondations politiques sont actuellement engagées au Burkina Faso.

Cet article a pour objet d'étudier les perspectives des acteurs affectés par rapport à la crise sécuritaire actuelle au Burkina Faso et par rapport aux interventions en matière de développement et d'aide humanitaire. Les points de vue sur les causes et les impacts de la crise en

³ Le REN-LAC est un réseau de la société civile créé en 1997 par une vingtaine d'organisations de la société civile burkinabé. Il réalise et publie des enquêtes annuelles sur l'état de la corruption au Burkina et organise des ateliers pour la société civile et les pouvoirs publics.

général, et sur les interventions militaires et civiles en particulier, sont résumés. Il ne s'agit pas de présenter une image complète et représentative de l'éventail des perspectives existantes, mais de donner un aperçu sur certaines positions qui me semblent importantes pour que les acteurs solidaires et internationalistes à l'étranger réfléchissent et discutent des positions et actions qu'ils peuvent prendre face à la récente crise, aux conflits et aux interventions militaro-civiles au Burkina Faso.

Le document est basé sur une recherche documentaire (revue de la littérature académique, des documents de politique générale, des documents des bailleurs de fonds, de la presse et des sources Internet), ainsi que sur des entretiens et des discussions informelles avec des acteurs dans le domaine de l'aide humanitaire et de la coopération au développement, étatiques et non étatiques, et avec des acteurs burkinabés impliqués ou impactés par l'intervention en matière d'aide humanitaire internationale et de développement au Burkina Faso (organisations de la société civile, syndicats, ONG, acteurs étatiques au niveau national et municipal, personnes déplacées internes). Les entretiens ont essentiellement porté sur la perception des acteurs par rapport à la récente crise sécuritaire, ses causes et impacts, et aux éventuelles solutions. Ils ont été réalisés en français en novembre-décembre 2020 et en février-mars 2021. Les traductions anglaises des citations d'entretiens dans l'article portent ma signature. Cette introduction est suivie d'une présentation de la récente crise sécuritaire et des conflits au Burkina Faso, y compris une discussion sur la possible ethnicisation des conflits, le rôle des groupes d'autodéfense locaux (les Koglweogo, les Dozo et les « Volontaires pour la Défense de la Patrie »), le rôle de l'intervention militaire française (« Opération Barkhane ») et des forces militaires conjointes du G5 Sahel, et du « rapport sécurité-développement » dans la coopération au développement dans la région du Sahel. Ensuite, je résume la manière dont les acteurs des

agences de développement, des ONG, des organisations de la société civile et des communautés locales au Burkina Faso perçoivent la récente crise sécuritaire et la présentent dans les entretiens. Selon leurs activités et positions politiques, ils se focalisent sur divers impacts de la crise et thèmes. Les perspectives varient notamment en ce qui concerne l'évaluation des projets de cohésion sociale, de gestion des conflits, de dialogue, etc. Lorsqu'il s'agit du rôle des acteurs externes, à savoir l'intervention militaire française, presque tous sont clairement critiques, bien que les arguments politiques et le degré de soutien des forces de sécurité de l'Etat burkinabé ne soient pas similaires.

Conflit, violence, paix et sécurité : notes conceptuelles

Pour commencer, il est fondamental de garder à l'esprit que le conflit en soi n'est pas quelque chose de négatif mais plutôt une expression d'antagonismes omniprésents et constitutifs de la société en tant que telle. Les antagonismes sont inhérents aux rapports de production et aux rapports sociaux de hiérarchie et d'inégalité (genre, classe, etc.) (cf. Laclau et Mouffe 1985). Nous pouvons comprendre les conflits comme étant structurés par le pouvoir et les intérêts, buts et besoins opposés des acteurs individuels ou collectifs. Les moyens et stratégies déployés par les acteurs dans les conflits sont variés, y compris la violence physique mais ne se limitent évidemment pas à cela. Les options et les moyens dont disposent les acteurs dépendent de leur position sociale et de leurs ressources en termes de pouvoir, et bien sûr des conditions historiques et politico-institutionnelles du contexte du conflit (Dietz et Engels 2021). Ce que les acteurs font réellement dépend de leurs intérêts, de leurs expériences et, par conséquent, des moyens qu'ils considèrent comme adéquats pour atteindre leurs objectifs. Les conflits

peuvent provoquer et déclencher des changements sociaux, mais ils n'y aboutissent pas toujours (Turner 1975).

Les concepts de paix et de violence, notamment lorsqu'il s'agit de leur relation avec le développement, sont étroitement liés à ce que Johan Galtung a suggéré à partir de la fin des années 1960 (Galtung 1969, 1985). Il distingue trois formes de violence : la violence directe (personnelle, physique), la violence indirecte (structurelle, latente) et la violence culturelle (symbolique), en soulignant que les conditions structurelles de pouvoir et d'inégalité qui empêchent d'avoir accès à la nourriture, à l'eau potable, aux soins de santé, etc. peuvent aussi être conceptualisées comme de la violence, car il est probable que beaucoup plus de personnes en mourraient plutôt que sous l'effet direct de la violence. Cela se reflète dans la notion de paix de Galtung : la paix négative est comprise comme l'absence de guerre (violence directe entre les acteurs collectifs, en particulier les États mais aussi les groupes violents non étatiques), et la paix positive est l'absence de toutes les dimensions de la violence (directe, structurelle et culturelle). S'il est bien sûr intuitivement plausible et politiquement séduisant que la paix soit censée être « plus que l'absence de guerre » et qu'elle fasse référence à la fin de l'exploitation, de l'inégalité, de l'exclusion et de la répression, les chercheurs et les praticiens contestent cependant l'utilité de ce concept lorsqu'il s'agit de concevoir précisément des analyses et des interventions politiques.

Au sein de la communauté internationale œuvrant pour le développement, le concept de sécurité humaine correspond aux notions plus larges de violence et de paix. En janvier 2001, au niveau des Nations Unies, la Commission sur la sécurité humaine, composée de douze membres, a été créée. Dans son rapport de 2003, intitulé « La sécurité humaine maintenant », elle affirme

que « la communauté internationale a besoin de toute urgence d'un nouveau paradigme de sécurité » (Commission sur la sécurité humaine 2003, 2), centré sur les personnes plutôt que sur les États. Si les États sont effectivement censés garantir la sécurité des personnes (bien qu'ils échouent souvent à le faire), la notion de sécurité ne devrait pas se limiter à la sécurité des frontières de l'État, mais se focaliser également sur les droits de l'homme et le développement humain. La sécurité humaine « cherche à protéger les personnes contre un large éventail de menaces pour les individus et les communautés et, en outre, à leur donner les moyens d'agir en leur propre nom » (ibid.).

Il est évident que les idées de sécurité humaine, de paix positive et de développement humain sont étroitement liées. La relation d'interdépendance entre la sécurité et le développement ne souffre d'aucune contestation dans les débats universitaires et politiques. Cela est également vrai lorsque la sécurité est comprise dans un sens étroit : la sécurité physique est une condition préalable au développement humain, et l'absence de développement humain est un facteur de conflits violents, par exemple parce qu'elle peut créer un terrain fertile pour le recrutement de groupes armés (étatiques et non étatiques).

Depuis les années 1990, la gestion des conflits, la transformation des conflits et la prévention des crises sont devenues des concepts importants dans la politique de développement. La gestion des conflits renvoie à l'idée que les conflits peuvent et doivent être résolus, par la négociation et la mise en place d'institutions appropriées, notamment au niveau de la diplomatie, des institutions étatiques et des élites sociales. L'un des problèmes de cette approche est qu'elle favorise les élites et risque donc de renforcer les inégalités et les asymétries de pouvoir. Dans le même ordre d'idées, l'accent mis sur la négociation pourrait faire croire que : « si vous êtes armé, vous êtes invité aux négociations » (van Aken 2018, 6). La transformation des conflits fait plutôt référence à

l'hypothèse d'un potentiel « positif » ou transformateur des conflits, et préconise une approche à plusieurs niveaux, incluant la politique de l'État, les élites sociales, les acteurs de la base et l'engagement structurel, ce qui est très proche de l'idée de sécurité humaine. La prévention des crises implique l'idée qu'il n'y a pas lieu de prévenir les conflits, ce qui renvoie soit à la notion positive et transformatrice de conflit (le conflit indique que quelque chose ne va pas, il a donc un potentiel de changement social positif), soit à la compréhension du conflit comme le reflet d'antagonismes inhérents à la structure sociale et, par conséquent, ne pouvant ni ne devant être prévenus ou surmontés. Dans tous les cas, la prévention des crises vise à empêcher la violence physique directe ; elle ne s'intéresse pas nécessairement aux causes socio-structurelles et politico-économiques des conflits violents. Jan van Aken (2018) résume que la prévention « civile » des crises, dans la politique allemande, est souvent désignée comme tout ce qui n'est pas militaire, ce qui signifie que les opérations de police, la formation du personnel de police, etc. sont également considérées comme de la « prévention civile des crises ». Pour d'autres, en particulier les ONG, la notion de « civil » renvoie à tout ce qui est non étatique et non corporatif, donc à la société civile au sens large – c'est-à-dire non gouvernemental et sans but lucratif, mais de loin pas nécessairement progressiste (ibid., 6). Van Aken suggère de lier la prévention civile des crises à la sécurité humaine, et de prendre « les besoins et les demandes de la population du pays touché » (ibid., 10) comme point de départ de l'intervention. Cela signifie également qu'il faut mettre fin à la violence directe et à "l'escalade pacifique d'un conflit à sa source" (ibid.), et donc cibler de manière offensive la violence structurelle.

Conflits et crise sécuritaire au Burkina Faso

L'extension de la violence et de l'insécurité a débuté depuis

2015 (comme de nombreux observateurs l'ont noté, ce n'est pas un hasard si elle coïncide avec l'année qui suit le renversement de Blaise Compaoré) dans la région du nord du Sahel, en particulier dans les zones proches de la frontière malienne. L'événement marquant est l'enlèvement d'un citoyen roumain travaillant comme agent de sécurité pour la mine de manganèse de Tambao en mai 2015. Deux organisations djihadistes très en vue dans la crise dans le Nord du Burkina Faso (même si elles ne constituent bien sûr pas les seuls groupes armés actifs dans la région) sont « Ansaroul Islam » (dirigé par Ibrahim « Malam » Dicko) et « l'État islamique dans le Grand Sahara » (ISGS), tous deux s'étant manifestés en 2016 (Thurston 2019, 28 ; ICG 2017). Depuis lors, les activités des groupes djihadistes et autres groupes terroristes se sont étendues autour des régions de la Boucle du Mouhoun, du Sahel, du Nord, du Centre-Nord, de l'Est et des Cascades. En particulier, l'Est est considéré par de nombreux observateurs comme un point de passage des groupes djihadistes du Sahel vers les pays côtiers, le Bénin et le Togo en particulier (Thurston 2019, 38). Un grand nombre de ces groupes djihadistes sont supposés être liés à Al-Qaeda Maghreb (AQM).

La crise sécuritaire dans le Nord du Burkina Faso, du moins, a commencé comme une extension de la crise malienne. Sans aucun doute, elle a été amplifiée par des influences extérieures, provenant d'acteurs armés étatiques et non étatiques du Mali, du Niger, d'Afrique du Nord et d'Europe. Or, ces influences externes se heurtent à des conditions nationales socio-structurelles et politico-économiques (cf. Idrissa 2019). L'interférence de facteurs externes et internes entraîne des dynamiques de conflit spécifiques qui font que la situation au Burkina Faso diffère de celle du Mali. Néanmoins, certains traits typiques peuvent être observés dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest

(sans se limiter à ceux qui connaissent actuellement une grave crise sécuritaire), tels que les conflits entre agriculteurs et pasteurs, la négligence politique de certaines régions d'un pays au profit d'autres, le risque d'ethnisation des conflits, et la présence et parfois l'instrumentalisation de groupes d'autodéfense.

Ethnicisation des conflits

Globalement, la question ethnique ne constitue pas une dimension politiquement pertinente au Burkina - du moins pas par rapport à de nombreux autres États. Cependant, début janvier 2019, un grave affrontement intercommunautaire s'est produit à Yirgou (province du Centre-Nord, à environ 200 kilomètres au nord de Ouagadougou) qui visait particulièrement l'ethnie Fulbe (Peulh). Près de 50 personnes ont été tuées. Depuis lors, des discours discriminatoires à contre les Fulbe ont été notés plus fréquemment, et l'ethnisation politique des conflits a gagné du terrain. Dans la commune de Thiou, en 2020, les groupes d'autodéfense civils parrainés par l'État (« Volontaires pour la Défense de la Patrie », voir ci-dessous) ont expulsé tous les Fulbe dans un rayon de cinq kilomètres autour de Thiou, les accusant d'être des groupes armés islamistes. Le fulfulde est en effet la *lingua franca* de nombreux groupes armés non étatiques dans le Nord, mais ces groupes sont néanmoins composés de membres de divers groupes ethniques, y compris des Fulbe des pays voisins (Mali, Niger et Nigeria) (VAD 2020, 18).

À la mi-2020, au moins 180 corps, tous des hommes, ont été retrouvés dans des fosses communes dans un circuit de cinq kilomètres autour de la ville de Djibou (région du Sahel, province du Soum). L'ONG internationale Human Rights Watch a enquêté sur cette affaire ; la quasi-totalité des résidents et des observateurs interrogés ont déclaré que la grande majorité des morts devaient être des Fulbe. A leur avis, les forces de sécurité de l'État avaient exécuté

la plupart d'entre eux (HRW 2020)

Pourtant, dans l'ensemble, les conflits internes au Burkina Faso ne sont pas de nature ethnique. L'incident de Yirgou a été suivi d'une énorme vague de solidarité et d'efforts pour renforcer l'unité nationale. De plus, le niveau de solidarité et de cohésion sociale est devenu évident en raison du déplacement interne massif : un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) sont hébergées dans des ménages privés où les communautés locales partagent avec elles des terres et d'autres ressources. Dans une étude empirique non encore publiée, qui a été menée en 2020 dans le Centre-Nord (province de Bam), la grande majorité des personnes interrogées, tant dans les foyers d'accueil que chez les PDI, ont souligné qu'elles avaient le sentiment que les PDI étaient bien accueillies et incluses dans la communauté locale.

Groupes d'autodéfense (Koglweogo, Dozo et Volontaires pour la Défense de la Patrie)

Néanmoins, l'activité massive de différents groupes d'autodéfense et de groupes islamistes accroît les risques de conflit intercommunautaire. L'une des conséquences de la faiblesse des forces de sécurité de l'État est le renforcement et la propagation des Koglweogo et d'autres groupes d'autodéfense dans tout le pays, qui entrent également en conflit les uns avec les autres et sont instrumentalisés par des acteurs politiques (politiciens, majors et autres). Historiquement le groupe d'autodéfense le plus ancien est celui des Dozo, des chasseurs traditionnels qui vivent dans le nord de la Côte d'Ivoire, dans certaines parties du Mali et dans le sud-ouest du Burkina Faso, et qui tirent leur légitimité de la tradition et de la culture locales (voir en détail par exemple Hellweg 2004, et Hagberg 2019 pour les conflits entre les Dozo et les

Koglweogo). Face à l'escalade de la violence, le Parlement burkinabè a réagi en votant une loi (n° 002-2020) sur les forces de défense civile, les « Volontaires pour la Défense de la Patrie » (VDP) le 21 janvier 2020. Elle permet au gouvernement de soutenir financièrement et techniquement les "volontaires" censés protéger leurs communautés. Cette décision a été largement critiquée, notamment au niveau international mais aussi par les organisations de la société civile burkinabè (Zutterling 2020).

En particulier dans le Nord, les VDP agissent souvent sans être contrôlés par l'armée ou d'autres organismes publics. En principe, les groupes VDP sont censés se faire identifier et peuvent alors recevoir un soutien financier et matériel (armes, etc.) de l'État. Pourtant, tous les groupes ne s'identifient pas, loin s'en faut. En outre, il est important de ne pas mettre les VDP et les Koglweogo sur le même plan : Les VDP ont été créés par l'Etat dans le but de lutter contre le terrorisme, tandis que les Koglweogo ont émergé auparavant en réponse à l'absence ou à l'inactivité de la police et de la gendarmerie, et s'engagent principalement dans la lutte contre le crime (ICG 2020). Dans le nord et l'est du pays, ils luttent en effet également contre la violence terroriste ; dans ces régions, certains Koglweogo rejoignent le PDV mais d'autres s'y opposent (VAD 2020, 13-14). Aucun des deux groupes de défense civile ne peut être considéré comme homogène. Les Koglweogo et les Dozo n'ont pas de structure centralisée, et les groupes locaux agissent de manière autonome (Tisseron 2021). De plus, les positions et les stratégies varient entre les groupes locaux. Dans certains cas, des conflits sont apparus entre les Koglweogo et les forces armées de l'État, car les acteurs étatiques considèrent que certains Koglweogo locaux sont proches de groupes d'opposition politique.

Le G5 Sahel et l'Opération Barkhane

En février 2017, les États du G5-Sahel ont décidé de mettre en place une force militaire conjointe de 5 000 militaires et policiers pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé. Les conseils de sécurité de l'Union africaine et des Nations Unies avaient tous deux approuvé ce plan en 2015. L'Union européenne apporte un soutien financier en matière d'infrastructures, d'équipements et de formation. L'Allemagne s'engage notamment dans la formation et dans les infrastructures pour mettre en place le commando régional à Niamey (Niger). En principe, la coopération européenne et allemande avec le G5 Sahel se réfère à des missions de combat et de « protection » (comme la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), créée par la résolution 2100 du Conseil de sécurité du 25 avril). La Mission a été chargée de soutenir les autorités de transition du Mali dans la stabilisation du pays et la mise en œuvre de la feuille de route transitoire), de renforcer les forces de sécurité et les réformes du secteur de la sécurité - alors que ce dernier point semble, jusqu'à présent, rester plutôt une question de rhétorique. En ce qui concerne la politique de sécurité et de défense commune de l'UE, le Conseil de ladite organisation a approuvé en mai 2017 le fait que les missions civiles européennes EUCAP (Mission de renforcement des capacités de l'UE) puissent également assurer des formations au Burkina Faso, en supposant qu'il y ait une demande de la part du gouvernement burkinabé. Le G5 et la coopération militaire internationale ont été tous les deux vivement critiqués : les soldats et les gendarmes du G5 ont été accusés à plusieurs reprises de violations des droits de l'homme et même d'avoir commis des massacres contre des civils. Il est reproché à la coopération militaire européenne de manquer de discernement et de ne pas faire la différence entre les États sahéliens concernés (Lacher

2021, 30 ; VAD 2020, 4, 26-27).

Il en va de même pour l'intervention militaire française « Opération Barkhane ». La France a commencé à intervenir au Mali au début de l'année 2013 ; à la mi-2014, l'intervention s'est transformée en Barkhane, une opération militaire qui regroupe désormais toutes les troupes françaises de la région sous un commando commun. En 2020, Barkhane comptait 5 100 soldats, dont la moitié dans des unités de combat (Moderan et Hoinathy 2021 ; Tull 2020, 3). La mission se concentre fortement sur la zone frontalière du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Bien qu'elle soit souvent considérée comme un succès, du moins par les armées européennes, il ne fait guère de doute que l'intervention « antiterroriste » n'a pas généré plus de sécurité (Tull 2021) - même si la sécurité est définie en termes conventionnels restreints, pour ne pas parler de la sécurité humaine. Barkhane semble plutôt servir des objectifs politiques en France même, comme l'affirme Wolfram Lacher (2021, 8), chercheur à l'Institut allemand pour les affaires internationales et de sécurité (SWP)⁴ 4 : après les attaques en France en 2015 et 2016, le gouvernement français s'est efforcé de démontrer son engagement dans la lutte contre l'extrémisme « islamique » - en partie pour pouvoir s'opposer aux forces populistes de droite en France. De même, l'engagement militaire de l'Allemagne au Mali via la Mission de formation de l'Union européenne (EUTM) Mali et MINUSMA sert principalement à démontrer sa solidarité avec la France, plutôt qu'à combattre

⁴ Le SWP (Stiftung Wissenschaft und Politik) est un groupe de réflexion politique basé à Berlin qui "conseille le gouvernement et le parlement allemands sur les questions de politique étrangère et de sécurité". (<https://www.swp-berlin.org/en/swp/about-us>, 15 Septembre 2021).

l'extrémisme et les causes présumées de fuite (ibid., 27-28). Plus récemment, cependant, les interventions militaires au Sahel ont considérablement perdu du soutien en France : dans un sondage réalisé en janvier 2021, 51 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles n'y étaient « pas favorables » (Poncet 2021). Dans l'ensemble, les interventions militaires extérieures, notamment Barkhane, déstabilisent probablement plus qu'elles ne stabilisent la région, au Mali et au Burkina Faso également (Lacher 2021 ; Idrissa 2019).

La coopération au développement et le rapport sécurité/développement

Face à la dégradation de la situation sécuritaire, les gouvernements allemand et français ont créé en 2019 le « partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel » (P3S), visant à accroître leur soutien à la stabilisation de la région et à améliorer la coordination des partenaires internationaux. P3S est censé compléter les activités civiles de l'« alliance du Sahel » pour le développement durable qui a été créée en 2017 pour soutenir le G5 Sahel, en mettant en avant la stabilisation militaire de la région d'une coopération au développement. Le Burkina Faso est un État partenaire prioritaire du P3S. Selon le « plan en 4 points pour le Sahel » (BMZ 2020), le ministère allemand de la coopération économique et du développement vise à 1) renforcer la confiance dans l'État ; 2) créer des perspectives pour les jeunes à travers l'éducation et l'emploi ; 3) renforcer la résilience face aux chocs extérieurs, à l'instabilité et aux crises, y compris le changement climatique ; et 4) empêcher que la crise ne s'étende aux États côtiers.

Les analystes critiquent ce rapport sécurité/développement comme étant dysfonctionnel et restant finalement dans la priorité des militaires (VAD 2020, 18, 27). En outre, les interventions civiles et

militaires sont basées sur la construction occidentale trompeuse de la région du Sahel comme étant dangereuse, non gouvernée, non contrôlée et une zone de « défaillance de l'État » - ce qui traduit des propos tout à fait contestables ; de plus, empiriquement, cela ne se vérifie pas, car de grandes zones et d'autres parties restent sous contrôle gouvernemental et administratif (ibid., 8 ; Idrissa 2019).

Par opposition à cela, Idrissa (2019) suggère le concept de « zone de conflit ». Je ne trouve pas ce concept convaincant, car il suggère également une notion territoriale du conflit - qui ne correspond pas à ce que l'on peut observer au Burkina Faso ces dernières années - et il n'aide pas non plus à comprendre les facteurs politico-économiques qui alimentent le conflit et la constellation complexe d'acteurs.

La crise, le développement et l'intervention militaire : perceptions des acteurs du développement et de la société civile

La façon dont les acteurs internationaux et nationaux – les agences étatiques et de développement, les ONG et organisations de la société civile les plus en vue et celles de gauche – perçoivent et présentent la récente crise sécuritaire au Burkina Faso varie considérablement, en fonction des activités dans lesquelles ils sont engagés et des programmes auxquels ils souscrivent, ainsi que des positions politiques. Certaines se focalisent sur la situation humanitaire, d'autres mettent l'accent sur la cohésion sociale et les conflits perçus comme intercommunautaires, religieux ou ethniques, d'autres encore pointent du doigt les structures politico-économiques sous-jacentes et les intérêts connexes.

Coopération au développement, aide humanitaire, projets de cohésion et de dialogue social

Les représentants de la coopération au développement bi et multilatérale et des ONG s'accordent à dire que la crise sécuritaire a un impact massif sur leur travail et qu'ils sont donc tenus d'aborder les questions de prévention des crises et de gestion des conflits. Selon l'endroit où se situent les projets, leurs activités sont annulées ou fortement limitées en raison des conditions d'insécurité. De nombreux acteurs, qu'il s'agisse d'agences bi- ou multilatérales ou d'ONG de développement, considèrent la politique de développement comme un moyen de prévention structurelle des crises : Ils visent à fournir des services de base en matière d'éducation et de formation, de soins de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) et d'administration publique. On fait valoir que si les services de base fonctionnent, les groupes armés non étatiques seront moins enclins à recruter et à obtenir le soutien des communautés locales. L'intégration par la plupart des agences et ONG de la prévention des crises, de la sensibilité aux conflits et de leur gestion dans leurs programmes et projets au Burkina Faso est tout à fait récente. Les agences de coopération bi- et multilatérale sont censées adapter leur planification aux principes de « Leave No One Behind » (LNOB) et de « Prévenir l'extrémisme violent » (PVE), c'est-à-dire qu'elles doivent veiller à ce que tous les groupes sociaux soient inclus de manière adéquate dans les activités, et que certaines activités ciblent spécifiquement certains groupes.

La situation humanitaire désastreuse conduit à un changement des politiques des donateurs et à de nouveaux appels à propositions pour le financement de projets ; en conséquence, plusieurs organisations humanitaires et d'aide d'urgence ont fait leur entrée sur

la scène des agences de développement et des ONG au Burkina Faso, et d'autres ont élargi leurs activités dans les domaines de l'aide humanitaire et ont parfois changé de portefeuille.

Un éventail d'ONG, tant nationales qu'internationales, s'engagent dans des projets ciblant ce que l'on appelle dans le jargon burkinabé la « cohésion sociale ». Cela part de l'hypothèse que les conflits sont intercommunautaires, religieux ou ethniques, à savoir qu'un risque considérable existe ; que les communautés soient instrumentalisées et fracturées parallèlement aux constructions identitaires. En 2019, un ministre d'État chargé de la Réconciliation nationale et de la Cohésion sociale a été créé (Ministre d'État, Ministre auprès du Président du Faso, chargé de la Réconciliation nationale et de la Cohésion sociale), et la Direction Générale de la Cohésion Sociale a été créée auprès du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale. Il est composé de trois divisions : (1) la prévention de l'extrémisme violent ; (2) la promotion du dialogue social et la lutte contre l'exclusion ; et (3) la promotion de la gestion des conflits. Par exemple, il promeut des leaders communautaires qui s'engagent volontairement pour la paix et le dialogue social et des projets similaires.

Étant donné que des projets de ce type sont encouragés tant par le gouvernement national que par les donateurs et les discours internationaux, il n'est guère surprenant que les ONG nationales et internationales chargées de la mise en œuvre des projets s'engagent dans le domaine de la cohésion sociale. Les activités comprennent des ateliers pour les dirigeants communautaires, des campagnes médiatiques pour la tolérance religieuse et une « journée intercommunautaire » au cours de laquelle les musulmans balaient l'église tandis que les

catholiques nettoient le lieu de prière des musulmans, etc.

Plusieurs personnes interrogées, issues des communautés affectées et d'organisations de la société civile les plus en vue, se sont exprimées de manière plutôt critique à l'égard de ces activités : elles soulignent que toute une activité d'ONG, de conseil, d'expertise et de recherche a vu le jour avec une certaine catégorie de personnes, dont beaucoup viennent de Ouagadougou ou de l'étranger, mais ne sont pas des résidents de la région et des communautés elles-mêmes, qui tirent profit de la crise, alors que les communautés n'en bénéficient guère. « A votre avis, à qui votre étude va profiter ? », m'a, par exemple, une fois demandé une personne interrogée. « Des réponses ont été apportées des dizaines de fois à toutes ces questions que vous posez ». (Entretien avec le représentant d'une communauté de la région du Sahel, province de l'Oudalan, Ouagadougou, 2 décembre 2020). La même personne a relaté un atelier organisé par une ONG française sur la gestion des conflits, la négociation et le dialogue dans une municipalité proche des deux frontières du Mali et du Niger. De leur point de vue, l'ONG devait être en contact avec des groupes terroristes⁵ - sinon il aurait été impossible d'organiser l'atelier dans la commune sans provoquer une attaque terroriste, et des représentants des groupes armés non étatiques y avaient même été invités.

Naturellement, cela a mis en colère de nombreux habitants et également des représentants des autorités locales. « Nous n'avons aucune idée des terroristes »

⁵ Je n'ai pas pu entrer en contact avec les ONG respectives pour connaître leur point de vue à ce sujet.

(ibid.), ont-ils déclaré, mais les Français les connaissent manifestement. Étant donné que de nombreuses personnes au Burkina Faso supposent que les Français sont d'une manière ou d'une autre impliqués dans le conflit - notamment pour justifier la présence de l'armée française et pour assurer un contrôle stratégique sur la région, y compris l'accès aux ressources et aux marchés, et éventuellement pour livrer du matériel militaire - une activité de gestion des conflits et de dialogue organisée par une organisation française est susceptible d'être considérée comme un affront par de nombreuses personnes de la communauté affectée. En outre, de nombreux projets de cohésion sociale et de dialogue sont, selon les critiques, plutôt apolitiques ; ils ne touchent pas aux relations de pouvoir politico-économiques et passent donc à côté des conflits réels. Les conflits, de ce point de vue, ne sont pas liés à la religion et à l'ethnicité - les cadrages religieux n'étaient qu'une façade pour mobiliser les communautés musulmanes (ce qui se comprend d'une certaine manière, puisque la majorité de la population burkinabé est musulmane, surtout dans le Nord). Les frictions ethniques sont typiquement construites par des politiciens qui visent à mobiliser les électeurs en se référant à **l'autochtonie** (Entretien avec des représentants d'une organisation de la société civile, Ouagadougou, 1er décembre 2020).

Les représentants d'organisations de la société civile les plus en vue soulignent que, si les fonds sont considérables pour l'aide humanitaire et les projets apolitiques, les campagnes politiques remettant en cause les autorités et l'état actuel rencontrent des difficultés pour obtenir des fonds. Pourtant, toute action humanitaire qui n'intègre pas les causes sous-jacentes d'une crise humanitaire manque de perspective et s'avère discutable. La domination est multidimensionnelle, y compris la domination économique, militaire, sociale et culturelle, comme l'a souligné un représentant d'une organisation de la société

civile, et selon lui, les ONG de développement font partie de cette logique.

Impact de la crise sur les organisations de la société civile

Comme les agences de développement et les ONG, les organisations de la société civile les plus en vue signalent également que leurs activités sont fortement affectées par la crise sécuritaire. En raison de la situation sécuritaire, elles sont dans l'incapacité d'atteindre efficacement les populations dans certaines localités. Dans les régions touchées, nombre de leurs activités, notamment celles qui prévoient des rassemblements publics de plus de quatre ou cinq personnes, sont devenues pratiquement impossibles, en raison du risque d'attaques. Beaucoup de personnes craignent de s'exprimer en public. Les structures des organisations de la société civile ont été affectées et partiellement dissoutes en raison des déplacements internes massifs, bien que dans certains cas, les groupes aient continué à exister lorsque les communautés ont été déplacées aux mêmes endroits. Pourtant, la réorganisation et le rétablissement de leurs structures et de leurs groupes locaux est une tâche centrale présentement pour les organisations de la société civile à l'échelle nationale qui s'appuient fondamentalement sur des groupes locaux décentralisés.

En référence à la crise sécuritaire, les droits civils fondamentaux - à savoir la liberté de réunion, d'expression et de presse - ont été restreints par les autorités étatiques au Burkina Faso. En juin 2019, le Code pénal a été modifié par l'adoption d'une nouvelle loi (n° 044-2019) qui, dans son article 312-11, criminalise tout acte susceptible de « démoraliser » les forces de sécurité de l'État « par quelque moyen que ce soit ». Les groupes de défense des droits humains se plaignent que cette loi soit fréquemment utilisée pour intimider et persécuter les militants des droits humains, les journalistes et les blogueurs. Les 12 et 13

novembre 2019, le blogueur Naïm Touré a été arrêté et accusé de « tentative de démoralisation des forces de sécurité de l'État ». Le 26 décembre, l'activiste Kémi Seba a été condamné à deux mois de prison avec sursis et à une amende pour « insultes publiques » et « mépris envers le président et les chefs d'État étrangers » après une conférence publique à Ouagadougou (BTI 2022). Les organisations de défense des droits de l'homme se plaignent que, selon le Code pénal réformé, elles ne puissent pas enquêter sur les éventuelles violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité de l'État, publier des rapports et des photographies les concernant, etc. (Entretien avec un représentant d'une organisation de la société civile, Ouagadougou, 4 décembre 2020).

En raison de l'état d'urgence en vigueur dans plusieurs provinces depuis le 31 décembre 2018 du fait de la recrudescence des attaques terroristes, les autorités restreignent les droits de réunion. A cause de cela, elles interdisent fréquemment à court terme les activités des organisations de la société civile d'opposition. Selon les organisations de la société civile les plus en vue, le gouvernement utilise la menace terroriste comme une excuse pour restreindre les libertés civiles et empêcher les activités d'opposition, en particulier celles des organisations de gauche. « La crise favorise la répression », a déclaré un activiste (Entretien, Ouagadougou, 1er décembre 2020). Les activistes des organisations de la société civile ont le sentiment d'avoir été étiquetés terroristes, et se voient menacés à la fois par les groupes terroristes et les forces de sécurité de l'État. Ils sont donc tenus de prendre des mesures de précaution en planifiant leurs activités pour assurer leur sécurité. Ils craignent que des militants soient même tués et que la responsabilité de ce meurtre soit ensuite rejetée sur les groupes terroristes. Un exemple bien connu est le cas de deux militants de premier plan de

l'Organisation Démocratique de la Jeunesse (ODJ) du Burkina Faso, qui ont été assassinés dans la province de Yagha, dans le nord-est du pays, à la frontière du Niger, le 31 mai 2019. Une alliance de syndicats, de défenseurs des droits de l'homme et d'étudiants, ainsi que d'autres organisations de la société civile, a immédiatement condamné le meurtre et exigé une enquête officielle et des poursuites contre les auteurs et les responsables du meurtre (Engels 2019).

Cependant, jusqu'à présent, les autorités semblent rester inactives, et l'autopsie que les organisations de la société civile réclament n'a pas été réalisée.

Le soutien attendu des partenaires des réseaux internationalistes

En ce qui concerne le type de soutien qu'ils attendent de leurs partenaires internationaux, c'est-à-dire les ONG, les fondations, les OSC, les réseaux de solidarité et autres, les personnes interrogées parmi les organisations de la société civile les plus en vue au Burkina Faso ont exprimé leur souhait pour la reconnaissance et la dénonciation des contraintes sans cesse croissantes liées aux droits civils et à la répression, sous le prétexte de la crise sécuritaire. Les partenaires, par exemple, dans leur travail politique, leurs déclarations publiques, leurs campagnes de lobbying et de plaidoyer, devraient, dans un élan de solidarité, se faire les défenseurs des populations marginalisées ; plutôt que de collaborer avec l'État néocolonial, ils devraient soutenir les forces progressistes non étatiques dans le pays. Les partenaires européens, selon les personnes interrogées issues d'organisations de la société civile, devraient opter pour une transformation substantielle des structures socio-économiques et politiques, ce qui inclut une réflexion sur les alternatives aux institutions économiques et politiques libérales dominantes.

Un point critique sur lequel les partenaires des réseaux internationalistes doivent réfléchir et discuter est la position à adopter vis-à-vis des forces de sécurité de l'État. Même s'il faut les critiquer, il n'en demeure pas moins que les groupes terroristes sont des acteurs armés et que les attaques, du moins à court terme, peuvent difficilement être arrêtées par des moyens non violents. Ainsi, si l'on s'oppose à une intervention militaire extérieure, il reste à savoir si une armée nationale doit exister, comment elle doit être structurée, comment elle doit se comporter et comment elle peut être tenue responsable, et ainsi de suite.

L'aspect économique- politique de la crise et la critique portée contre les interventions extérieures

Les références critiques à l'économie politique de la crise et au rôle des acteurs extérieurs, en particulier la France, sont récurrentes dans l'interprétation de la crise sécuritaire actuelle par la plupart des personnes interrogées. De nombreuses personnes font référence aux ressources du sous-sol de la région du Sahel, à l'or en particulier, et au fait que les groupes armés de la région sont très probablement impliqués dans l'exploitation artisanale de l'or, respectivement dans le trafic de l'or extrait artisanalement et des armes (cf. ICG 2019).

Les activistes de la société civile de gauche considèrent que la crise sécuritaire est une conséquence (une crise) du capitalisme et de l'impérialisme. Pourtant, les observateurs qui peuvent probablement se passer d'une critique générale du capitalisme et de l'impérialisme, soulignent également l'aspect économique- politique de la crise, l'histoire de la géopolitique européenne et en particulier française en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, ainsi que les intérêts économiques et militaires français contemporains dans la région. « Ce n'est pas pour nos beaux yeux que la France est là », comme le dit un militant (Entretien, Ouagadougou, 1er décembre 2020) :

« L'Afrique est le continent le plus riche et paradoxalement le plus pauvre. Et quelqu'un s'intéresse à cela. » (*ibid.*) D'un point de vue anti-impérialiste et d'économie politique radicale, il est avancé que la menace terroriste conviendrait parfaitement aux intérêts économiques français, car ceux-ci pourraient être moins assurés depuis l'insurrection populaire et le renversement de Blaise Compaoré.

Il est de plus en plus nécessaire de justifier la présence militaire française dans les anciennes colonies, tant vis-à-vis de la société française que des sociétés et des politiques des États africains respectifs. La crise sécuritaire et la menace terroriste peuvent être considérées comme une opportunité pour une telle justification, bien que récemment, elle ne semble pas réussir à atténuer les critiques internes et externes. Les activistes critiques affirment que l'acceptation de la coopération militaire française équivaldrait à une acceptation publique des relations de dépendance néocoloniales. De plus, l'industrie européenne de l'armement profiterait de la crise, même en dehors de l'intervention militaire française directe, puisque l'Union européenne fournit des équipements et des formations à l'armée burkinabé et au G5. Pourtant, les organisations de gauche au Burkina Faso ne sont pas les seules à exprimer des critiques envers l'engagement militaire français. Plusieurs autres personnes interrogées, issues de la société civile, d'ONG et des autorités à différentes échelles, ont souligné qu'en dépit de sa supériorité technologique, l'armée française était soit incapable de détecter et de combattre les groupes terroristes au Sahel, soit qu'elle ne voulait pas le faire. Un habitant d'une communauté de la région du Sahel a déclaré qu'il se sentait « sacrifié », étant donné que les forces militaires françaises, équipées de drones hautement perfectionnés, semblaient incapables ou peu désireuses d'empêcher les terroristes de massacrer les villageois de la municipalité.

Conclusion

En résumé, on peut dire que les personnes interrogées issues d'agences de développement, d'ONG, d'organisations de la société civile et de communautés locales décrivent divers impacts de la récente crise sécuritaire, en fonction du mandat et du champ d'action de leur organisation, et de leur position politique. Les perspectives varient particulièrement sur l'évaluation des projets de cohésion sociale ; sans surprise, les représentants des organisations qui promeuvent et mettent en œuvre de tels projets plaident en leur faveur, alors que de nombreux représentants des communautés locales et des organisations de la société civile plus critiques sont plutôt sceptiques.

Presque toutes les personnes interrogées s'accordent pour critiquer la coopération et l'intervention militaires extérieures, notamment de la France. Cependant, la ligne d'argumentation de ces critiques varie, certains argumentant dans une perspective d'économie politique et plus ou moins anti-impérialiste, tandis que d'autres émettent des doutes quant à la transparence et l'efficacité de l'intervention militaire. De plus, des variations existent quant à l'approbation des forces de sécurité de l'Etat burkinabé : Alors que certains les apprécient et affirment que l'armée d'État devrait être soutenue et équipée pour combattre les terroristes, d'autres pointent du doigt les éventuelles violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité de l'État et les groupes d'autodéfense soutenus par l'État, et considèrent l'armée comme l'instrument d'un État néocolonial qui sert plutôt les intérêts des élites économiques et des forces extérieures que ceux de la population.

Les perspectives de divers acteurs du Burkina Faso, d'une part, et des analystes externes, d'autre part, s'accordent pour dire que l'idée du lien entre sécurité et développement, tant qu'elle repose sur la primauté de l'armée, est vouée à l'échec. Un point essentiel est que le

développement est utilisé pour légitimer l'intervention militaire ; un autre est que les forces armées sont présentées comme des garanties de sécurité pour les populations - alors qu'elles peuvent souvent pour de nombreuses personnes causer des préjudices, même si la sécurité se limite à la sécurité physique (et non humaine).

L' « autonomisation » militaire conventionnelle, fondée sur la fourniture d'une formation et d'un équipement militaires, ainsi que sur l'intervention directe de militaires étrangers, s'avère plutôt problématique.

Jusqu'à présent, elle n'a guère prouvé son efficacité en termes d'arrêt des meurtres et d'amélioration de la sécurité de la population locale ; elle a en outre renforcé les sentiments antifrçais dans la région, notamment au Burkina Faso et au Mali.

Références

- BMZ 2020 : 4-Punkte Plan – Sahel-Initiative. Entwicklungspolitik als zentraler Baustein zur Stabilisierung des Sahel. Bonn: BMZ, https://www.bmz.de/de/laender_regionen/sahel-allianz/index.jsp (last accessed: 19 March 2021).
- BTI 2022: Bertelsmann Transformation Index (BTI) 2022 Burkina Faso Country Report. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung.
- Commission on Human Security 2003: Human Security Now, New York: Commission on Human Security.
- Dietz, Kristina, and Engels, Bettina 2021: „Konflikt“, in: Gottschlich, Daniela; Hackfort, Sarah; Schmitt, Tobias, and von Winterfeld, Uta (eds): *Handbuch Politische Ökologie: forthcoming*.
- Engels, Bettina 2019: “Activists Killed in Burkina Faso”, <https://roape.net/2019/07/03/activists-killed-in-burkina-faso/> 3 July 2019 (last accessed: 30 March 2021).
- Galtung, Johan 1969: “Violence, Peace, and Peace Research”. In: *Journal of Peace Research*, 69: 3, 167-191.
- Galtung, Johan 1985: “Twenty-Five Years of Peace Research: Ten Challenges and Some Responses”. In: *Journal of Peace Conflict & Development*, 22: 2, 141-158.
- Hagberg, Sten 2019: “Performing Tradition while Doing Politics: A comparative study of the dozos and koglweogos self- defense movements in Burkina Faso”. In: *African Studies Review*, 62: 1, 173-193.
- Hellweg, Joseph 2004: “Encompassing the State: Sacrifice and Security in the Hunters' Movement in Côte d'Ivoire”. In: *AfricaToday*, 50: 4, 3-28.
- HRW 2020: Burkina Faso: Residents' Accounts Point to Mass Executions. Identify Remains of 180 Men Found in Djibo; Prosecute Those Responsible, 8 July 2020, Human Rights Watch, <https://www.hrw.org/news/2020/07/08/burkina-faso-residents-accounts-point-mass-executions> (last accessed: 7 October 2021).
- ICG 2017: The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North. Africa Report No. 254, 12 October 2017.

- Dakar and Brussels: International Crisis Group.
- ICG 2019: Getting a Grip on Central Sahel's Gold Rush. Africa Report No. 282. Dakar and Brussels: International Crisis Group.
- ICG 2020: Burkina Faso: sortir de la spirale des violences. Africa Report No. 287. Dakar and Brussels: International Crisis Group.
- Idrissa, Rahmane 2019: Tinder to the Fire. Burkina Faso in the Conflict Zone. RLS Research Papers on Peace and Conflict Studies in West and Central Africa 2/2019. Dakar: Rosa Luxemburg Foundation.
- Lacher, Wolfram 2021: "Unser schwieriger Partner. Deutschlands und Frankreichs erfolgloses Engagement" in *Libyen und Mali*. SWP-Studie 3. Berlin: Stiftung Wissenschaft und Politik.
- Laclau, Ernesto, and Mouffe, Chantal 1985: *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*, London: Verso.
- Moderan, Ornell, and Hoinathy, Remadji. 2021: G5 Sahel: N'Djamena summit should redefine France-Sahel cooperation. ISS Today, 15 February 2021, <https://issafrica.org/iss-today/g5-sahel-ndjamena-summit-should-redefine-france-sahel-cooperation> (last accessed: 23 March 2021).
- Poncet, Gueric 2021 : « Sahel : la moitié des Français opposés à la présence française ». In: *Le Point*, 11 January 2021, https://www.lepoint.fr/monde/sahel-la-moitie-des-francais-opposes-a-la-presence-francaise-11-01-2021-2409098_24.php (last accessed: 23 March 2021).
- REN-LAC 2019 : Etat de la corruption au Burkina Faso. Rapport 2019. Ouagadougou : Réseau national de lutte anti-corruption.
- Thurston, Alex 2019: Escalating conflicts in Burkina Faso. RLS Research Papers on Peace and Conflict Studies in West and Central Africa 1/2019. Dakar: Rosa Luxemburg Foundation.
- Tull, Denis M. 2020: German and International Crisis

- Management in the Sahel. Why Discussions about SahelPolicy Are Going around in Circles. SWP Comment 2020/C 27. Berlin: Stiftung Wissenschaft und Politik.
- Tull, Denis M. 2021: Operation Barkhane and the Future of Intervention in the Sahel. The Shape of Things to Come. SWP Comment 2021/C 05. Berlin: Stiftung Wissenschaft und Politik.
- Turner, Jonathan H. 1975: "Marx and Simmel Revisited: Reassessing the Foundations of Conflict Theory". In: *Social Forces*, 53: 4, 618-627.
- Tisseron, Antonin 2021: Pandora's box. Burkina Faso, self-defense militias, and VDP Law in fighting jihadism. Dakar: Friedrich-Ebert-Stiftung Peace and Security CompetenceCentre Sub-Saharan Africa
- VAD, Ausschuss Sahel 2020: Sahelländer in der Existenzkrise. Papier Nr. 2, November 2020.
- Van Aken, Jan 2018: Left perspectives on civil crisis prevention. Between critique and concrete intervention. online- Publikation 9/2018. Berlin: Rosa-Luxemburg-Stiftung.
- Zutterling, Claire 2020: Armer les civils : la loi des Volontaires pour la défense de la patrie au Burkina Faso. Brussels: Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP).

Les publications de cette série ont été écrites de manière indépendante. Les opinions exprimées engagent leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de la Fondation Rosa Luxembourg.

Cette publication a été financée par le Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement d'Allemagne

@ ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

La gestion de la crise sécuritaire au Burkina Faso :
Développement et perspectives de la société civile sur la
prévention des crises



ROSA LUXEMBURG STIFTUNG REGIONAL OFFICE
WEST AFRICA
VILLA 43, MERMOZ SOTRAC, DAKAR, SENEGAL TEL :
+221-33-8697519
EMAIL : infodakar@rosalux.org